



RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES PAYS ET D'UN PAYS À L'AUTRE

DANS PLUS DE LA MOITIÉ

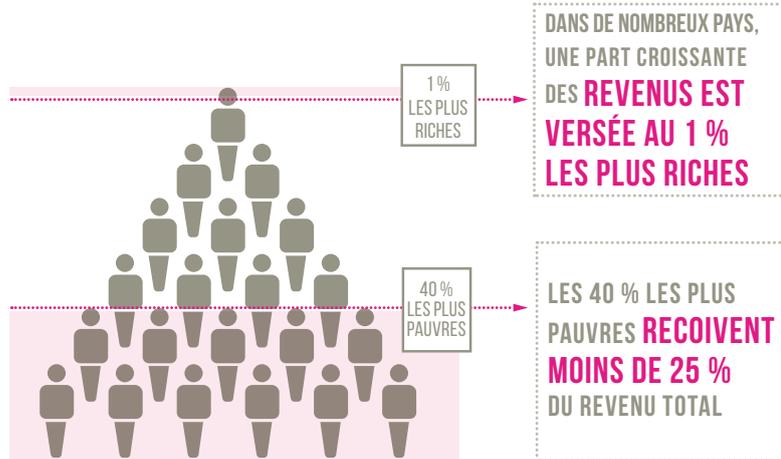
DES 92 PAYS DISPOSANT DE DONNÉES,

LES REVENUS DES 40 %
LES PLUS PAUVRES DE LA POPULATION



ONT AUGMENTÉ PLUS RAPIDEMENT
QUE LA MOYENNE NATIONALE

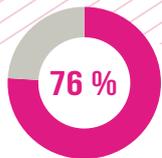
(2011-2016)



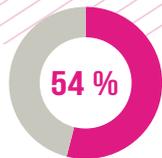
LA PLUPART DES PAYS

ONT DES POLITIQUES QUI FACILITENT UNE MIGRATION
ORDONNÉE ET SÛRE, MAIS IL RESTE ENCORE BEAUCOUP
À FAIRE POUR PROTÉGER LES DROITS DES MIGRANTS
ET LEUR BIEN-ÊTRE SOCIO-ÉCONOMIQUE

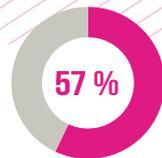
DANS 105 PAYS ÉTUDIÉS



ONT DES POLITIQUES
QUI FAVORISENT UNE
MIGRATION ORDONNÉE,
SÛRE ET RÉGULIÈRE

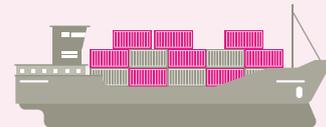


ONT DES POLITIQUES
QUI FAVORISENT LES
DROITS DES MIGRANTS



ONT DES POLITIQUES
QUI FAVORISENT LE
BIEN-ÊTRE
SOCIOÉCONOMIQUE
DES MIGRANTS

LES PMA CONTINUENT DE
BÉNÉFICIER D'UN
STATUT COMMERCIAL
PRÉFÉRENTIEL



66 % DES PRODUITS

EXPORTÉS PAR LES PMA SONT
ADMIS EN FRANCHISE DE DROITS
(2017),

CONTRE **51 %**

POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre



pauvres, et pour fournir une assistance technique aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement qui cherchent à bénéficier d'un traitement préférentiel.

En dépit des progrès réalisés dans certains domaines, les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre restent préoccupantes. Les inégalités de revenus continuent d'augmenter dans de nombreuses parties du monde, bien que les 40 % de la population les plus pauvres aient vu leurs revenus augmenter dans la plupart des pays. Des progrès sont requis pour réduire les inégalités de revenus et les autres inégalités, dont celles relatives à l'accès au marché du travail et au commerce. Plus précisément, des efforts supplémentaires doivent être fournis pour augmenter l'accès aux exportations en franchise de droits des pays les plus

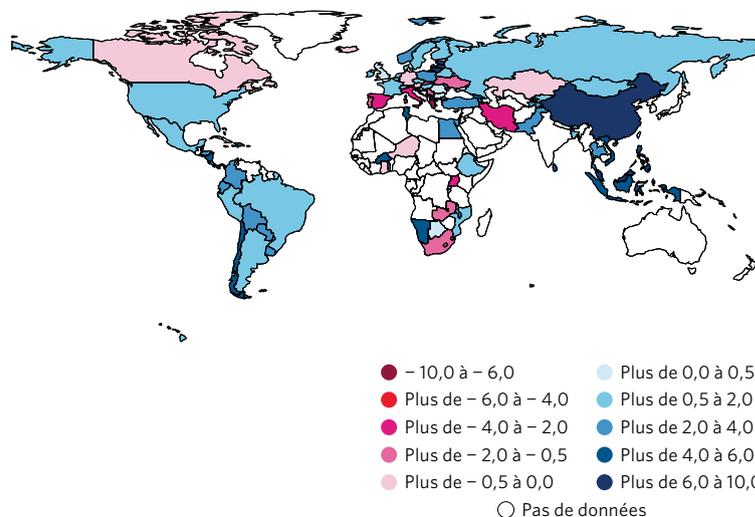
Dans les pays, les données indiquent que les progrès accomplis pour partager la prospérité sont mitigés

Afin d'évaluer si les personnes les plus pauvres participent au progrès économique, il est utile de comparer la croissance du revenu des ménages (ou la consommation) des 40 % de la population les plus pauvres avec celle de la population dans son ensemble. Cela fournit une indication permettant de savoir si la prospérité globale est partagée avec les 40 % situés en bas de l'échelle des revenus dans un pays.

Dans 92 pays disposant de données comparables entre 2011 et 2016, les résultats étaient mitigés. Dans 69 pays, les 40 % les plus pauvres ont vu leurs revenus augmenter, mais avec de grandes variations d'un pays à l'autre. Dans 50 de ces 69 pays, la croissance des revenus pour les 40 % de la population les plus pauvres a été plus rapide que la moyenne nationale. Cependant, les 40 % les plus pauvres percevaient encore moins de 25 % du revenu mondial. Dans de nombreux pays, une part croissante des revenus est détenue par le 1 % de la population le plus riche.

Pour les besoins de cette analyse, les données mesurant les revenus des ménages étaient limitées. Seulement 13 pays d'Afrique subsaharienne disposaient de données sur la croissance des revenus pour la période la plus récente. Cela met en évidence le besoin permanent d'améliorer la collecte de données et de renforcer les capacités statistiques, surtout dans les pays les plus pauvres.

Taux de croissance annuel du revenu par habitant des 40 % de la population les plus pauvres comparé à celui de l'ensemble de la population, 2011-2016 (pourcentage)



Aussi bien les pays riches que pauvres peuvent tirer parti des politiques favorisant l'égalité et l'intégration sociale

Pour de nombreux pays, un important objectif de développement consiste à atténuer les inégalités et à promouvoir l'intégration sociale. Un indicateur de la pauvreté relative et des inégalités est fourni par la proportion de personnes vivant avec un revenu inférieur à 50 % du revenu médian. Une analyse des données provenant de 110 pays à revenu élevé ou faible revenu a montré que, dans le pays médian, 14 % de la population vivaient avec un revenu inférieur à ce seuil. Dans le pays le plus inégalitaire, 26 % de la population étaient en dessous de ce seuil contre 3 % de la population dans le pays le plus égalitaire. Mais les pays aussi bien riches que pauvres ont des faibles et hauts niveaux d'inégalité. Les inégalités de revenus ne sont pas étroitement corrélées avec la pauvreté ou la richesse, et les politiques favorisant l'égalité et l'intégration sociale ont une portée universelle.

Les pays ayant une proportion élevée de prêts non performants doivent veiller à la bonne santé de leur système bancaire

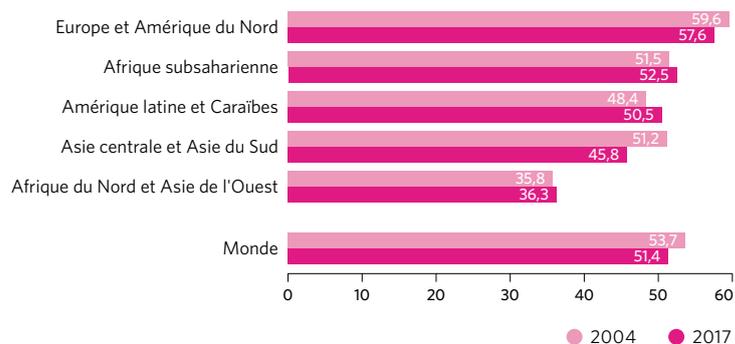
La stabilité du système financier d'un pays est essentielle à l'allocation efficace des ressources, à la gestion des risques et à la réalisation d'objectifs macroéconomiques qui bénéficient à tous. La part de prêts improductifs par rapport à l'ensemble des prêts dans un système bancaire permet de mesurer la stabilité financière. Une analyse menée dans 138 pays entre 2010 et 2017 a montré que, dans la moitié des pays, les prêts improductifs représentaient moins de 5 % de la totalité des prêts. En 2017, plus du quart des pays affichaient un pourcentage supérieur de prêts improductifs (10 % ou plus), et quatre pays avaient une proportion supérieure à 30 %. Une proportion élevée de prêts improductifs affecte habituellement leur rentabilité et n'est pas propice à l'activité économique en général, ce qui peut avoir des conséquences sur la croissance économique, le chômage et d'autres facteurs qui affectent les inégalités.

Au niveau mondial, la part de la production nationale utilisée pour rémunérer les travailleurs a diminué

La part du travail dans le revenu national est une indication permettant de savoir si, à la longue, la croissance économique se traduira par des revenus plus élevés pour les travailleurs. L'augmentation du revenu national peut améliorer les conditions de vie, mais cela dépend de sa répartition entre les différents aspects de la production, dont le travail, le capital et la terre.

Au niveau mondial, la part du revenu national distribuée aux travailleurs affiche une tendance à la baisse depuis 2004. Cela signifie que la part de la production nationale utilisée pour rémunérer les travailleurs a diminué. Cette diminution a été temporairement inversée durant la crise financière mondiale de 2008-2009, en raison d'une soudaine contraction du produit intérieur brut (PIB). L'Asie centrale et Asie du Sud et l'Europe et Amérique du Nord ont été les principaux moteurs de la diminution de la part du travail. Entre 2004 et 2017, la part du travail ajustée dans le PIB a diminué de plus de 5 points de pourcentage en Asie centrale et Asie du Sud (de 51,2 % à 45,8 %) et de près de 2 points

Part du travail dans le PIB, 2004 et 2017 (pourcentage)



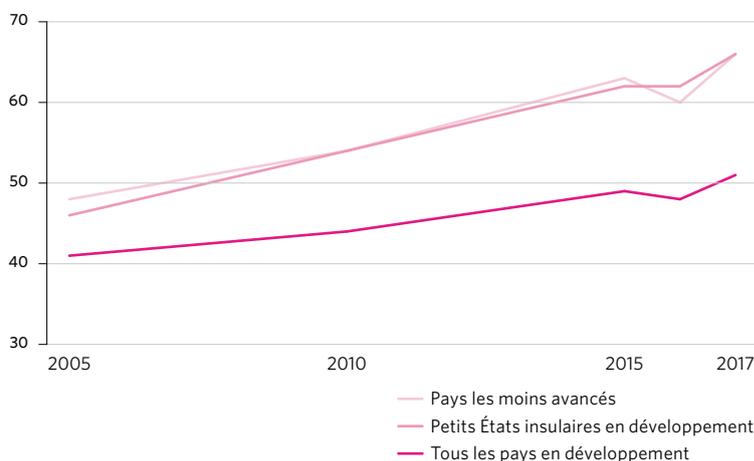
de pourcentage en Europe et Amérique du Nord (de 59,6 % à 57,6 %). À l'inverse, en Amérique latine et Caraïbes, la part des revenus du travail a augmenté de 48,4 % à 50,5 % durant la même période.

Les pays à faible revenu continuent de bénéficier d'un traitement préférentiel

L'accès en franchise de droits pour les exportations des pays les moins avancés (PMA), des petits États insulaires en développement et des régions en développement a, en général, continué d'augmenter. Les PMA ont bénéficié des plus grands avantages : la couverture du traitement en franchise de droits a augmenté de 5,5 points de pourcentage entre 2016 et 2017, atteignant 65,6 % de tous les produits exportés. Près de 51 % des exportations des régions en développement peuvent maintenant bénéficier d'une franchise de droits.

Au niveau sectoriel, les améliorations dans le traitement des PMA ont été principalement dues à un accès croissant en franchise de droits pour les produits agricoles et industriels (augmentations de 7,3 et 5,4 points de pourcentage, respectivement). Cependant, l'accès en franchise de droits des PMA et d'autres pays en développement ne se fait pas automatiquement aux services des douanes. Les exportateurs doivent se conformer aux processus de certification des règles d'origine pour bénéficier du traitement préférentiel. Ces procédures peuvent être coûteuses et longues pour les petites et moyennes entreprises, ce qui les décourage de demander un traitement préférentiel.

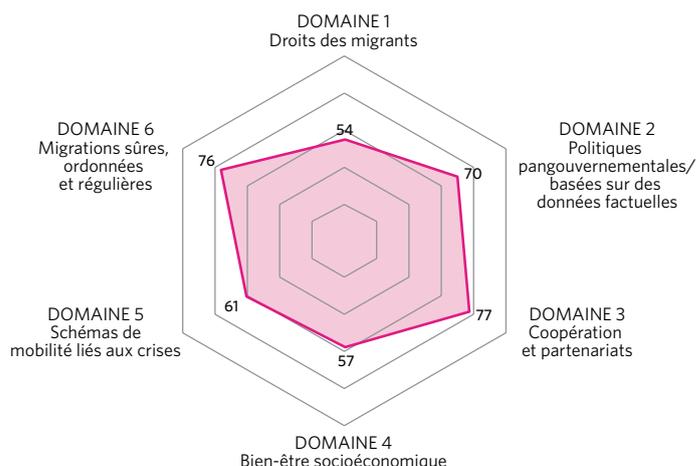
Proportion de lignes tarifaires bénéficiant de franchise de droits pour les exportations des pays en développement, des PMA et des petits États insulaires en développement, 2005-2017 (pourcentage)



Les politiques favorisant une migration ordonnée, sûre, régulière et responsable sont largement répandues, mais sont loin d'être universelles

La majorité des pays ont des politiques qui facilitent une migration et une mobilité des personnes ordonnées, sûres, régulières et responsables. Mais des différences importantes peuvent être observées entre les six domaines politiques de cet indicateur. Pour chaque domaine, plus de la moitié des 105 pays disposant de données ont un ensemble complet de mesures politiques, ce qui signifie que ces pays ont communiqué des rapports indiquant avoir des mesures politiques pour 80 % ou plus des sous-catégories de chaque domaine. Les droits des migrants et le bien-être socioéconomique sont les secteurs présentant les plus grands écarts en matière de politiques, avec plus de 40 % des pays sans un ensemble complet de mesures dans ces domaines. Les politiques qui favorisent la coopération, les partenariats et une migration sûre, ordonnée et régulière sont les plus courantes, avec plus des trois quarts des pays indiquant une large gamme de telles mesures.

Gouvernements ayant adopté des mesures politiques pour faciliter une migration et une mobilité des personnes ordonnées, sûres, régulières et responsables, par domaine de politique, 2019 (pourcentage)



Note : Basé sur des données provisoires disponibles pour 105 pays (en date du 17 mai 2019).